

vernement, et en avertissant le Gouvernement, la seule réponse qu'ils obtiennent des administrateurs du pays est le bâillon et la clôture, imposés aux membres de l'opposition de Sa Majesté dans cette Chambre. Je dis que la responsabilité du Gouvernement est plus grande qu'on ne semble le croire.

Avec ces considérations, monsieur le président, je vous remercie de l'attention avec laquelle vous m'avez écouté et de la liberté de parole que vous m'avez accordée, et je demande au Gouvernement de discuter et laisser discuter cette mesure-là avec la plus grande latitude possible, de façon à rassurer non seulement les membres de l'opposition, mais à rassurer le commerce, à rassurer la finance, à rassurer la confiance publique.

On peut prétendre que ce projet-là est très mauvais. Le Gouvernement peut prétendre qu'il est très bon. Il n'est peut-être pas aussi bon que le Gouvernement le dit, et il n'est peut-être pas aussi mauvais que les adversaires du Gouvernement le prétendent; mais tout ce que je demande, en mon nom personnel et au nom des électeurs que je représente ici, c'est que l'on accorde la plus grande latitude possible dans la discussion, afin que de cette discussion en Chambre, l'opinion publique puisse avoir des raisons pour causer ou pour comprendre l'action du Gouvernement qui, en ce moment, n'est pas excusable et n'est pas compréhensible.

**L'hon. sir THOMAS WHITE:** Je propose:

Que tous les mots après "Fonds du Revenu Consolidé", à la 8e ligne, page 2, du bill, soient rayés et remplacés par les suivants:

Pourvu, toutefois, qu'avant d'être autorisées par le Parlement, le total desdites avances n'excédera pas la somme de vingt-cinq millions de dollars. Un état de toutes telles avances indiquant en détail les fins auxquelles elles ont été appliquées sera présenté au Parlement par le ministre des Finances dans les vingt jours après l'ouverture de la prochaine session.

Que les mots "et peuvent user de leur propre jugement pour la détermination de pareille valeur", paraissant aux lignes 27 et 28, page 2 du bill, soient biffés.

Que les mots suivants soient ajoutés au paragraphe 2 de l'article 4 du bill:

En déterminant la valeur desdites six cent mille actions, les arbitres, s'ils jugent à propos de prendre en considération le coût de reproduction du réseau du chemin de fer Nord-Canadien, ne devront pas y inclure l'augmentation en valeur, due à la guerre, de la main-d'œuvre, des matériaux, de l'outillage ou d'aucune propriété.

Que tous les mots après "Fonds du Revenu Consolidé", à la ligne 42, page 2, du bill, soient biffés.

**M. KYTE:** Ce sera une page sombre dans l'histoire de ce Parlement que celle où se-

[M. Gauthier.]

ront enregistrés les incidents de ce soir. Cette mesure législative est de beaucoup la plus importante qu'on ait eue depuis des années devant le Parlement dans le domaine civil, et toutefois on tente d'en disposer d'une manière où le peuple ne pourra manquer de reconnaître le désir du Gouvernement d'étouffer la liberté de discussion sur cette importante mesure.

Nous avons été, au cours de la présente session, les témoins d'intrigues les moins dissimulées que l'on se soit jamais peut-être permises jusqu'à présent, depuis la Confédération. Chacun a pu voir que des amis ou des fonctionnaires de la compagnie qui va bénéficier de cette loi ont, par leurs agents, sollicité l'appui des membres de cette Chambre. Bien plus, ils ont dissimulé leurs véritables desseins en demandant la création d'un gouvernement national. La conscription, le gouvernement national et l'assistance au Nord-Canadien, voilà pour le moment les trois politiques du cabinet. Ceux dont la fortune est liée à celle du Nord-Canadien jugent opportune cette occasion de solliciter des secours du Parlement et, sous prétexte de sauver l'empire, de sauver le ministère, ils expriment le désir de voir entrer au Parlement des libéraux qui protègent leurs intérêts dans un nouveau gouvernement de fusion. Des intrigues de cette sorte ne sont pas inconnues aux Etats-Unis, mais c'est la première fois, je pense, que, dans ce pays, capitalistes et financiers se concertent dans une tentative de peser sur les délibérations du Parlement. Il y a quelques années, la compagnie de chemin de fer Southern-Pacific a cherché, elle aussi, au congrès américain, à influencer sur les législateurs de la république de la manière qu'on le fait aujourd'hui à l'égard des législateurs canadiens et voici ce que, dans le temps, on a écrit au sujet des intrigues du Southern-Pacific:

Le spectacle tout à la fois le plus pitoyable et le plus dégoûtant qui dans le moment offense la capitale du pays, c'est l'intrigue dite Huntingdon. La liste des solliciteurs et des avocats à gages est maintenant de vingt-huit et les efforts qu'ils tentent pour engager le congrès à voter le projet de refonte du chemin de fer du Pacifique sont devenus la honte de la session.

Cette vaste machine politique a témoigné d'une puissance beaucoup plus grande que celle de Tammany ou de toute autre organisation connue. Libre de toute attache politique, elle a dominé les démocrates aussi aisément que les républicains. La manipulation des votes est froidement ramenée aux principes exacts d'une science ou d'un commerce. On a fait de la politique une affaire de corruption savante et de parfaite organisation, si bien que par ce moyen on a obtenu des résultats étonnants.